

SECTION 3 : OPERATIONS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF

- 1 - DEFINITIONS DES OPERATIONS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF**
- 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CESSIONS PARFAITES**
- 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PENSIONS**
- 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX REMERES**
- 5 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PRETS ET EMPRUNTS DE TITRES**
- 6 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA TITRISATION**

SECTION 3 : OPERATIONS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF

Les établissements de crédit sont tenus de comptabiliser les opérations de cession d'éléments d'actif suivant les dispositions prévues par la présente section.

1 - DEFINITIONS DES OPERATIONS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF

Outre les conditions prescrites par l'article 488 du Code des obligations et contrats, une cession est considérée comme parfaite, dans le cadre de la présente section, si elle ne comporte ni engagement de reprise ni option de rachat ou de revente, ni garantie contre la défaillance du débiteur.

Lorsque la cession est assortie d'un engagement par lequel le cédant s'engage irrévocablement à reprendre l'actif cédé à un prix et à une date déterminés, l'opération est assimilée à une opération de pension et comptabilisée suivant les dispositions du paragraphe 3 ci-après, quelle que soit la dénomination utilisée dans le contrat.

Lorsque la cession est assortie d'une faculté de rachat au profit du cédant ou d'une faculté de revente au profit du cessionnaire, l'opération est comptabilisée suivant les dispositions du paragraphe 4 ci-après.

Lorsque la cession est assortie d'une garantie contre le risque de défaillance du débiteur, les dispositions prévues pour les ventes parfaites s'appliquent. L'établissement de crédit cédant constate, dans ce cas, dans le hors bilan, parmi les garanties de crédit données, le montant de l'engagement en fonction de la qualité du débiteur, établissement de crédit ou client. L'établissement de crédit cessionnaire constate symétriquement, dans le hors bilan, parmi les garanties de crédit reçues, le montant de l'engagement.

Par exception à cette règle, les achats et les ventes fermes d'effets de commerce sont assimilés à des pensions lorsqu'ils sont assortis d'une garantie, accordée par l'établissement de crédit cédant, contre le risque de défaillance des débiteurs.

2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CESSIONS PARFAITES

Lorsque les conditions d'une vente parfaite sont réalisées, l'opération est comptabilisée de la manière suivante : le cédant sort de son bilan l'actif cédé et enregistre en compte de produits et charges le gain ou la perte réalisé et le cessionnaire inscrit dans son bilan l'actif acquis pour son prix d'acquisition.

3 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PENSIONS

3.1 - DEFINITION

Une pension est une opération par laquelle une personne cède en pleine propriété à une autre personne des titres ou des effets, le cédant et le cessionnaire s'engageant respectivement et irrévocablement le premier à les reprendre, le second à les rétrocéder pour un prix et à une date convenus.

Le cessionnaire peut disposer librement des titres pris en pension, à charge pour lui de restituer des titres de même nature à l'expiration du délai convenu. Il peut, notamment, les redonner en pension, les prêter ou les vendre. On entend par titres de même nature des titres émis par le même émetteur, conférant les mêmes droits et ayant, pour les titres de créance, la même échéance et la même rémunération.

Les opérations pratiquées à l'étranger connues sous le terme « Repo » et « Reversal Repo » sont assimilées à des pensions dans la mesure où elles sont conformes à cette définition.

3.2 - ACTIFS ELIGIBLES

Peuvent faire l'objet d'une pension les valeurs indiquées ci-dessous :

- les titres tels que définis dans la section 2 «Opérations sur titres » ;
- les effets de commerce.

3.3 - EVENEMENTS PARTICULIERS DURANT LA PENSION

L'amortissement, le tirage au sort, l'échange, la conversion ou l'exercice d'un droit de souscription mettent fin à l'opération de pension.

Une offre publique portant sur le titre mis en pension met fin à l'opération de pension à défaut d'un accord entre les parties.

Les titres mis en pension ne doivent pas en principe être susceptibles, pendant la durée de la pension, de faire l'objet d'un détachement de droit à dividende ou à intérêt ouvrant droit à un crédit d'impôt ou à une retenue à la source.

En cas de paiement d'une somme quelconque durant la pension, le cessionnaire reverse au cédant cette somme le jour même de sa mise en paiement.

Des titres nouveaux peuvent être substitués aux anciens, après accord des deux parties. Cette substitution n'entraîne pas de novation.

3.4 - MARGES DE GARANTIE

Les parties peuvent convenir d'un système de marges de garantie destiné à ajuster en permanence le montant des liquidités prêtées par rapport à la valeur des titres objet de la pension.

Les marges ainsi constituées, en titres ou en liquidités, s'appliquent à l'ensemble des pensions en cours entre les deux parties.

3.5 - DUREE DE LA PENSION

La durée est librement fixée par les parties sans limitation. Une échéance indéterminée peut être prévue et ne peut prendre fin, en cas de dénonciation par l'une des parties, qu'après un préavis convenu.

3.6 - LIVRAISON

Sont considérées comme livrées, les pensions qui répondent à l'une des conditions suivantes :

- les titres créés matériellement sont effectivement et physiquement livrés au cessionnaire ou à son mandataire au moment de la mise en pension ;
- les titres dématérialisés font l'objet d'une inscription à un compte ouvert au cessionnaire chez un intermédiaire habilité, chez un dépositaire central ou chez l'émetteur ;
- les effets livrés doivent avoir été endossés.

Toute opération qui ne donne pas lieu à la livraison des valeurs, suivant les modalités susvisées, est assimilée à un prêt ou un emprunt, quelle que soit la dénomination utilisée dans le contrat.

3.7 - COMPTABILISATION DES PENSIONS

Les établissements de crédit doivent comptabiliser les opérations de pension conformément aux dispositions énoncées ci-dessous.

COMPTABILISATION DES PENSIONS	
CHEZ LE CEDANT (Emprunteur de liquidités)	CHEZ LE CESSIONNAIRE (Prêteur de liquidités)
AU DEPART DE L'OPERATION	
Les titres cédés sont maintenus à l'actif. Aucune plus ou moins-value n'est à constater. Le montant encaissé est enregistré au passif, au poste « Valeurs données en pension » de la classe 1 ou 2 en fonction de la contrepartie.	Les titres reçus ne sont pas inscrits à l'actif. Le montant décaissé est inscrit à l'actif, au poste « Valeurs reçues en pension » de la classe 1 ou 2 en fonction de la contrepartie.
A CHAQUE ARRETE COMPTABLE	
Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie. Une provision pour dépréciation doit, le cas échéant, être constatée. Le coupon couru sur les titres de créance cédés continue d'être comptabilisé. Les intérêts courus sur la dette sont constatés.	Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus. Les intérêts courus sur la créance sont constatés.
A L'ECHEANCE	
Les écritures sont contre-passées et les intérêts constatés.	
TITRES RECUS EN PENSION ET REDONNES EN PENSION	
L'opération s'analyse pour le cessionnaire comme une mise en pension (Cf. <i>Supra</i>).	
TITRES RECUS EN PENSION ET VENDUS FERME	
Le cessionnaire constate une dette de titres qui est évaluée, au moins à chaque arrêté comptable, au prix de marché et l'écart, par rapport au montant figurant en comptabilité, est constaté en résultat.	
TITRES RECUS EN PENSION ET PRETES	
L'opération s'analyse comme un prêt de titres. Elle est comptabilisée suivant les dispositions applicables aux prêts de titres (Cf. § 5) Le cessionnaire constate une dette de titres.	

COMPTABILISATION DES REMERES	
CEDANT	CESSIONNAIRE
REMERES	
<ul style="list-style-type: none"> • Il se comporte comme s'il n'était plus le propriétaire des titres. • Il sort de son actif les titres cédés. • Il constate la plus ou moins-value de cession dans ses résultats. • Il enregistre dans le hors bilan le montant de l'opération, parmi les « titres à recevoir ». • Il ne prend plus en compte le coupon couru. • Il ne constate pas de provision en cas de dépréciation de la valeur des titres. • Le montant couru de l'indemnité d'exercice de la faculté de rachat n'est pas constaté • En cas de reprise, les écritures sont contre-passées . 	<ul style="list-style-type: none"> • Il se comporte comme s'il était le propriétaire des titres. • Il inscrit les titres à l'actif au prix d'achat. • Il enregistre dans le hors-bilan le montant de l'opération, parmi les « Titres à livrer ». • Il prend en compte le coupon couru du titre. • Il constate, le cas échéant, une provision en cas de dépréciation de la valeur des titres. • Le montant couru de l'indemnité d'exercice de la faculté de rachat n'est pas constaté. • En cas de reprise, les écritures sont contre-passées .
REMERRE POUR LEQUEL IL EXISTE UNE FORTE PROBABILITE D'EXERCICE	
<ul style="list-style-type: none"> • Il se comporte comme s'il était toujours propriétaire des titres et continue à évaluer les titres cédés conformément aux règles applicables à la catégorie de titres concernée. • Il sort les titres vendus de son actif et enregistre dans le hors-bilan le montant de l'opération parmi les « Titres à recevoir » . • Il neutralise la plus ou moins-value de cession dans un compte de régularisation. • Il continue à enregistrer dans ses résultats le coupon couru des titres de créance vendus dans un compte de régularisation. • Il constate le montant couru de l'indemnité prévue en cas d'exercice de la faculté de rachat dans un compte de régularisation. • En cas de dépréciation de la valeur des titres, il constate, le cas échéant, une provision pour pertes et charges. • Lorsque la cession porte sur des titres de transaction, le titre vendu continue à être évalué au prix du marché. La contrepartie du résultat est inscrite dans le « Compte d'ajustement sur autres éléments du hors-bilan ». • A l'échéance, les écritures sont contre-passées et les intérêts constatés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il se comporte comme s'il n'était pas le propriétaire des titres. • Il inscrit les titres à l'actif au prix d'achat. • Il enregistre dans le hors-bilan le montant de l'opération, hors indemnité, parmi les « Titres à livrer ». • En cas de baisse de la valeur des titres, il ne constate pas de provision. • Il ne constate pas le coupon couru des titres de créance. • Il constate le montant couru de l'indemnité prévue en cas d'exercice de la faculté de rachat dans un compte de régularisation. • A l'échéance, les écritures sont contre-passées et les intérêts constatés.
REMERRE POUR LEQUEL IL EXISTE UNE CERTITUDE DE REPRISE	
<ul style="list-style-type: none"> • Les dispositions prévues pour les pensions s'appliquent quelle que soit la dénomination utilisée dans le contrat. 	

5 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PRETS ET EMPRUNTS DE TITRES

5.1 - DEFINITION

Un prêt de titres est un prêt de consommation conforme aux articles 856 à 869 du Code des obligations et contrats. Le prêt entraîne le transfert de propriété des titres au profit de l'emprunteur. Ce dernier peut donc les vendre, les prêter et les donner en pension.

Aucun prix n'est, en principe, versé lors de la mise en place du prêt.

Le prêt de titres peut être garanti par la remise d'espèces ou de titres.

Les parties peuvent convenir de marges de garantie, dans les mêmes conditions que pour les pensions.

Les titres pouvant faire l'objet d'un prêt sont définis dans la section 2 « Opérations sur titres ».

Les titres ne doivent pas être en principe susceptibles, pendant la durée du prêt, de faire l'objet d'un détachement de droit à dividende ou à intérêt ouvrant droit à un crédit d'impôt ou à une retenue à la source.

5.2 - COMPTABILISATION

Les établissements de crédit doivent comptabiliser les prêts de titres conformément aux dispositions énoncées ci-dessous.

COMPTABILISATION DES PRETS DE TITRES	
CHEZ LE PRETEUR	CHEZ L'EMPRUNTEUR
AU DEPART DE L'OPERATION	
<p>Les titres prêtés ne figurent plus à l'actif.</p> <p>Une créance représentative de la valeur comptable des titres est inscrite dans le compte « Titres prêtés ».</p> <p>Les provisions antérieurement constituées sont portées en déduction de la créance représentative des titres prêtés.</p> <p>Aucune plus ou moins-value n'est à constater.</p>	<p>Les titres sont inscrits à l'actif, dans le compte « Titres empruntés » parmi les titres de transaction.</p> <p>La dette de titres à l'égard du prêteur est inscrite au passif, pour le même montant dans le poste « Dettes de titres ».</p> <p>Ces inscriptions sont effectuées au prix de marché du jour de l'emprunt.</p>
A CHAQUE ARRETE COMPTABLE	
<p>Les titres prêtés sont évalués suivant les règles propres à chaque catégorie de titres.</p> <p>Le coupon couru des titres de créance prêtés continue d'être comptabilisé.</p> <p>Une provision pour dépréciation doit, le cas échéant, être constatée.</p> <p>La rémunération du prêt est comptabilisée <i>prorata temporis</i>.</p>	<p>Les titres et la dette de titres sont évalués au prix de marché selon les règles applicables aux titres de transaction.</p> <p>La rémunération de l'emprunt est comptabilisée <i>prorata temporis</i>.</p>
A L'ECHEANCE	
Les écritures sont contre-passées et les intérêts sur le prêt de titres constatés.	
PRETS ADOSES CONTRE ESPECES	
Les prêts de titres adossés contre espèces sont assimilés à des pensions. Ils sont donc comptabilisés comme tels quelle que soit la qualification du contrat.	
PRETS ADOSES CONTRE TITRES	
Les titres donnés ou reçus en garantie sont inscrits au hors-bilan à la rubrique « Valeurs et sûretés données ou reçues en garantie ».	
TITRES EMPRUNTES DONNES EN PENSION	
L'emprunteur comptabilise l'opération suivant les règles applicables aux pensions.	
VENTE FERME DE TITRES EMPRUNTES	
L'emprunteur solde le compte « Titres empruntés » et porte la différence, par rapport au prix de vente, en résultat. La dette continue à être évaluée à chaque arrêté au prix de marché et la différence entre la valeur de marché des titres et le montant de la dette est constatée en résultat. Les dispositions prévues à la section « Opérations sur titres » pour les titres de transaction s'appliquent.	
PRET DE TITRES EMPRUNTES	
<p>L'emprunteur solde le compte « Titres empruntés » par le débit d'un compte « Titres prêtés », parmi les titres de transaction. La différence entre la valeur comptable des titres empruntés et la valeur de marché des titres prêtés est portée dans le poste « Dettes de titres ».</p> <p>A chaque arrêté comptable, les titres prêtés et la dette de titres sont évalués au prix de marché selon les dispositions applicables aux titres de transaction.</p>	

6 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA TITRISATION

6.1 - DEFINITION

La titrisation est l'opération par laquelle un établissement de crédit cède des actifs éligibles (créances, biens corporels et incorporels, titres de capital ou de créances, etc.), de manière définitive ou provisoire, à un fonds dénommé « fonds de placements collectifs en titrisation », créé spécialement à cet effet et dont l'unique objet est de gérer ces actifs.

6.2 - FONDS DE PLACEMENTS COLLECTIFS EN TITRISATION

Un fonds de placements collectifs en titrisation (FPCT) est une copropriété qui a pour objet exclusif d'acquérir des actifs éligibles, détenus par les établissements de crédit, contre l'émission de titres qui peuvent prendre la forme de parts, d'actions, de titres de créances et de certificats de sukuk.

Il peut émettre des parts ordinaires qui ne supportent pas de risque de crédit et des parts spécifiques qui supportent le risque de crédit.

Les parts ordinaires acquises sont évaluées suivant les dispositions applicables à la catégorie dans laquelle elles sont inscrites.

Les parts spécifiques sont évalués conformément aux dispositions des paragraphes 6.4.2.3.

6.3 - ACTIFS ELIGIBLES

Les actifs éligibles à une opération de titrisation sont :

- les créances résultant soit d'un acte déjà intervenu, soit d'un acte à intervenir, que le montant ou la date d'exigibilité soit ou non encore déterminé ;
- les biens corporels ou incorporels, immobiliers ou mobiliers (existants ou futurs) et les matières premières ;
- les titres de capital, les titres de créances et les certificats de sukuk.

Les actifs éligibles peuvent être situés dans un pays étranger, libellés en devises ou régis par une législation étrangère.

6.4 - TITRISATION DES CREANCES

6.4.1 - COMPTABILISATION DE LA CESSIION DE CREANCES

Les créances cédées cessent de figurer à l'actif du cédant et les pertes ou les gains provenant de la différence entre la valeur comptable des créances cédées et le prix de vente sont constatés en résultat.

Les frais liés à l'opération sont constatés en charge ou répartis sur plusieurs exercices en fonction de la durée de vie des titres émis.

Des informations claires et chiffrées doivent figurer dans l'état des informations complémentaires sur les opérations en cours.

6.4.2 - COUVERTURE DU RISQUE DE DEFAILLANCE DES DEBITEURS

Pour éviter à l'investisseur un risque de perte lié à la défaillance des débiteurs, le FPCT doit obtenir une ou plusieurs garanties ou mettre en place un dispositif destiné à limiter ce risque.

6.4.2.1 - OCTROI DE GARANTIE

Une garantie, contre la défaillance des débiteurs des créances cédées, peut être octroyée par l'établissement de crédit cédant ou tout autre établissement de crédit.

La garantie est enregistrée, par l'établissement de crédit garant, dans le hors-bilan, parmi les garanties de crédit données d'ordre des établissements de crédit ou d'ordre de la clientèle

selon que les bénéficiaires des créances titrisées sont des établissements de crédit ou des clients.

Des provisions pour pertes et charges doivent être constatées, le cas échéant, à hauteur du risque de défaillance évalué à chaque date d'arrêté. Son montant est déterminé à partir des défaillances constatées et de leur évolution prévisible.

6.4.2.2 - SURDIMENSIONNEMENT ET BONI DE LIQUIDATION

Le FCPT peut se couvrir également contre le risque de défaillance des débiteurs en recourant à la technique du surdimensionnement.

Cette technique consiste à céder au FPCT un montant de créances excédant le montant des parts émises. Dans ce cas, l'établissement de crédit cédant inscrit à son actif une créance sur le boni de liquidation dont la valeur comptable est égale à la différence entre la valeur comptable des créances cédées et le produit de l'émission des parts.

Cette créance peut éventuellement être évaluée pour sa valeur actualisée.

La créance sur le boni de liquidation est comptabilisée en fonction de la catégorie de l'agent économique bénéficiaire des créances titrisées et de leur objet économique.

Sans préjudice des provisions constituées au titre du risque de défaillance des débiteurs, la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée de cette créance fait l'objet d'une provision si elle est positive. La différence négative n'est pas prise en compte.

6.4.2.3 - PARTS SPECIFIQUES OU SUBORDONNEES

Le FPCT peut émettre des parts et obligations spécifiques supportant seules le risque de défaillance des débiteurs.

Les parts spécifiques sont inscrites pour leur prix d'acquisition. Elles doivent faire l'objet de provisions pour dépréciation à chaque arrêté comptable s'il s'avère que le risque de défaillance constaté est supérieur au risque évalué initialement lors de la souscription ou lors de l'acquisition de ces parts sur le marché secondaire.

Les parts spécifiques font l'objet d'une actualisation et, le cas échéant, d'une provision dans les mêmes conditions que dans le cas de conventions de surdimensionnement (*Cf. Supra*). Lorsqu'une part spécifique est susceptible d'être cédée sur le marché secondaire, la différence éventuelle entre la valeur comptable et la valeur de marché fait l'objet d'une provision.

6.4.2.4 DEPOT DE GARANTIE

Un dépôt de garantie, destiné à garantir le FPCT des pertes consécutives à la défaillance des débiteurs, peut être constitué par l'établissement de crédit cédant auprès du fonds. Ce dépôt est enregistré à l'actif en tant que créance sur le fonds, sous réserve que le reliquat éventuel de ce dépôt soit attribué à l'établissement de crédit lors de la liquidation du fonds. Ce dépôt est évalué pour sa valeur actualisée et fait l'objet éventuellement d'une provision dans les mêmes conditions que dans le cas de conventions de surdimensionnement (*Cf. Supra*).

6.4.3 - TITRISATION AVEC MAINTIEN D'UN MANDAT DE GESTION

Il est fréquent que lors d'une titrisation de créances, l'établissement de crédit cédant continue d'assurer la gestion des crédits (encaissements, gestion des impayés, etc.). Il est généralement rémunéré pour ce service. La rémunération et les coûts de gestion doivent être identifiés en comptabilité et comptabilisés en résultat à mesure que le service est fourni.

6.4.4 - MARGE D'INTERET

Lors de la cession d'un portefeuille de créances, l'établissement de crédit peut retenir une part des flux d'intérêts, appelée « marge d'intérêt ». La comptabilisation de cette marge doit se faire à mesure qu'elle est réalisée.

6.3.5 - OPTION DE REVENTE DES CREANCES IMPAYEES

Une option de revente des créances im-₄₄payées permet au fonds de retourner à

l'établissement de crédit cédant toutes les créances impayées. Il s'agit donc d'une véritable garantie des premières pertes destinée à rehausser la qualité du fonds.

Une provision pour risques et charges, égale au montant de la perte probable, s'impose le cas échéant pour l'établissement de crédit cédant.

6.5 - TITRISATION DES ACTIFS AUTRES QUE DES CREANCES

Dans une opération de titrisation d'actifs autres que des créances, deux cas de figure se présentent :

- la cession définitive d'actifs
- la cession temporaire d'actifs

6.5.1 - CESSION DEFINITIVE

Les actifs cédés cessent de figurer à l'actif du cédant et les pertes ou les gains provenant de la différence entre la valeur comptable des actifs cédés et le prix de vente sont constatés en résultat.

Les frais liés à l'opération sont constatés en charges ou répartis sur plusieurs exercices en fonction de la durée des titres émis.

Des informations claires et chiffrées doivent figurer dans l'état des informations complémentaires sur les opérations en cours.

6.5.2 CESSION TEMPORAIRE

Lorsque la cession est assortie d'un engagement par lequel l'établissement initiateur s'engage à reprendre l'actif cédé à un prix et date déterminés, l'opération est traitée comme suit :

- Au départ de l'opération, les actifs cédés cessent de figurer au bilan de l'établissement. La plus ou moins-value est constatée dans un premier temps en résultat et puis neutralisée dans un second temps en contrepartie d'un compte de régularisation actif ou passif.
- A chaque arrêté comptable et en perspective du retour de l'actif dans le bilan de l'établissement initiateur, il convient de raisonner comme si les actifs avaient été conservés.

Une provision pour risques est comptabilisée si la valeur d'inventaire des actifs cédés est inférieure à la valeur comptable qu'avaient les actifs avant la cession. Cette provision correspond aux amortissements et/ou dépréciations qui auraient été constatés si le bien figurait toujours à l'actif du bien.

Lorsque les actifs cédés représentent des titres de créances, les intérêts courus sont comptabilisés.

Les revenus des actifs cédés (dividendes, coupons, etc.) sont comptabilisés par l'établissement initiateur parmi les produits de même nature. Les produits sont constatés comme si l'établissement initiateur continuait à détenir les actifs.

En cas de différence entre le prix de cession initial et le prix de rachat, la fraction (calculée au prorata temporis) du différentiel des prix est enregistrée selon le cas en produits et en charges en contrepartie d'un compte de régularisation.

- A l'échéance, l'ensemble des écritures ayant été enregistrées lors de la cession initiale sont contrepassées. La provision pour risques initialement comptabilisée étant reprise, elle est remplacée selon les cas par un amortissement exceptionnel et/ou une provision pour dépréciation.

Les actifs cédés sont réinscrits au bilan de l'établissement initiateur à leur valeur initiale. Les dotations aux amortissements sont calculées sur la valeur initiale du bien comme si les actifs n'ont jamais été sortis du bilan.

En cas de différence entre le prix de cession initial et le prix de rachat, le compte de régularisation est soldé.

- En cas de défaillance de l'une des parties, la provision pour risques initialement (correspondant aux amortissements et/ou dépréciations qui auraient été constatées si le bien figurait toujours à l'actif du bilan) est reprise.

En cas de différence entre le prix de cession initial et le prix de rachat, le compte de régularisation (enregistrant le différentiel au prorata temporis) est soldé.

La plus ou moins-value de cession initialement neutralisée en contrepartie d'un compte de régularisation actif ou passif est constatée définitivement en résultat.

Des informations claires et chiffrées doivent figurer dans l'état des informations complémentaires sur les opérations en cours.